

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Chilie-Devoir-de-memoire-la-veille-du-triste-anniversaire>

Chilie : Devoir de mémoire la veille du triste anniversaire

- Les Cousins - Chili -

Date de mise en ligne : mercredi 10 septembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-34.jpg>] Le climat était tendu hier au Chili à l'approche de la commémoration du 30ème anniversaire du coup d'Etat militaire du général Augusto Pinochet le 11 septembre 1973. Des militants d'organisations de défense des droits de l'Homme ont occupé pacifiquement les ambassades de Suède, du Portugal et du Mexique pour attirer l'attention internationale sur la nécessité de rendre justice aux plus de 3.000 morts et disparus du régime Pinochet.

La police a mis en place des cordons de sécurité autour des représentations diplomatiques.

L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW) a appelé mardi le gouvernement chilien à identifier et juger les responsables des violations des droits de l'Homme sous la dictature. "Nous voulons dénoncé les carences de la justice de notre pays et l'absence de volonté du gouvernement pour faire éclater la vérité sur les violations des droits de l'Homme", a déclaré le porte-parole des militants, César Quiroz. Les militants des droits de l'Homme exigent la création d'un "comité international qui supervise les mesures nécessaires pour la pleine application de la justice" et souhaitent également la nomination d'un rapporteur chargé "d'observer l'action des tribunaux et de s'informer des mesures du gouvernement chilien en matière des droits de l'Homme", a précisé César Quiroz.

La justice chilienne instruit actuellement près de 300 procès contre des militaires accusés d'enlèvements et d'assassinats sous la dictature de Pinochet. La Cour suprême s'apprête à rendre son verdict définitif dans un premier procès.

Le président socialiste Ricardo Lagos a récemment affirmé qu'il n'y aurait "pas d'impunité" pour les auteurs de crime pendant la dictature mais il a aussi expliqué qu'il n'était pas possible de remettre en cause la loi d'amnistie promulguée en 1978 par le régime militaire. Mais les victimes attendent des faits.

En marge des commémorations officielles, le Parti communiste et la gauche ont prévu une grande manifestation sur la Place de la Constitution devant le monument en mémoire du président Allende.

"Je ne suis pas très inquiet (de ce qui peut se passer lors) des manifestations officielles mais je suis préoccupé par les manifestations non autorisées qui se produisent en général à la périphérie de la ville", a déclaré le ministre de l'Intérieur Jose Miguel Insulza.

L'opposition de droite qui appuya la dictature de Pinochet ne participera à aucune commémoration, a indiqué mardi le secrétaire général de l'Union démocrate indépendante.

Silence total des Etats Unis.